du 7 décembre 1970, 2830 (XXVI) du 16 décembre 1971, 2935 (XXVII) du 29 novembre 1972, 3079 (XXVIII) du 6 décembre 1973, 3258 (XXIX), du 9 décembre 1974, 3467 (XXX) du 11 décembre 1975, 31/67 du 10 décembre 1976, 32/79 du 12 décembre 1977 et 33/61 du 14 décembre 1978, qui contenaient toutes des appels adressés aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils signent et ratifient le Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)⁹,

Réaffirmant sa conviction, maintenant corroborée par la pratique internationale, que la coopération des Etats dotés d'armes nucléaires est nécessaire pour que tout traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires ait le maximum d'efficacité et que cette coopération doit se traduire par des engagements contractés également dans un instrument international solennel, ayant force obligatoire, tel qu'un traité, une convention ou un protocole,

Se félicite du fait que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la République populaire de Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déjà signé et ratifié le Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), répondant ainsi au vœu de l'Assemblée générale.

97^e séance plénière
11 décembre 1979

34/75. Examen de la possibilité de proclamer la décennie commençant en 1980 deuxième Décennie du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 33/62 du 14 décembre 1978,

Consciente que la Décennie du désarmement proclamée par sa résolution 2602 E (XXIV) du 16 décembre 1969 touche à sa fin,

Se déclarant déçue que les buts et objectifs de la Décennie n'aient pas été atteints,

Profondément préoccupée par le fait que l'on persiste à gaspiller une part substantielle des ressources mondiales, tant matérielles qu'humaines, en armements, au détriment de la sécurité internationale et des efforts déployés en vue de réaliser le nouvel ordre économique international,

Ayant présents à l'esprit les préparatifs de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Soulignant à nouveau les rapports étroits qui existent entre le désarmement et le développement,

Convaincue qu'il faudrait, par des mesures efficaces de désarmement, libérer des ressources actuellement utilisées dans une course aux armements improductive et les affecter à des programmes économiques et sociaux, notamment à des programmes de coopération économique internationale,

1. *Décide* de proclamer la décennie commençant en 1980 deuxième Décennie du désarmement;

2. *Charge* la Commission du désarmement d'établir, lors de sa session de fond de 1980, les éléments d'un pro-

jet de résolution intitulé "Proclamation de la décennie commençant en 1980 comme deuxième Décennie du désarmement" et de le lui soumettre pour étude et adoption à sa trente-cinquième session;

3. *Décide* que le projet de résolution devra, notamment, indiquer des objectifs, au cours de la deuxième Décennie du désarmement, pour la réalisation des principaux buts et objectifs du désarmement, ainsi que les différents moyens à mettre en œuvre pour mobiliser l'opinion publique mondiale à cet égard;

4. *Prie* le Secrétaire général de demander les vues et suggestions des Etats Membres ainsi que des institutions spécialisées compétentes et de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les éléments à inclure éventuellement dans la proclamation de la décennie commençant en 1980 deuxième Décennie du désarmement;

5. *Demande* au Secrétaire général de fournir à la Commission du désarmement toute l'aide dont elle a besoin, notamment en faisant établir un document de travail, pour appliquer la présente résolution;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session une question intitulée "Proclamation de la décennie commençant en 1980 comme deuxième Décennie du désarmement".

97^e séance plénière
11 décembre 1979

34/76. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique

A

APPLICATION DE LA DÉCLARATION

L'Assemblée générale,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique¹⁰, adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa première session ordinaire, qui s'est tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1964,

Rappelant ses résolutions 1652 (XVI) du 24 novembre 1961, 32/81 du 12 décembre 1977 et 33/63 du 14 décembre 1978, dans lesquelles elle a demandé à tous les Etats de considérer le continent africain, comprenant les Etats africains continentaux, Madagascar et les autres îles qui entourent l'Afrique, comme une zone exempte d'armes nucléaires et de le respecter en tant que telle,

Rappelant également que, dans sa résolution 33/63, elle a condamné vigoureusement toute tentative de l'Afrique du Sud visant à introduire de quelque façon que ce soit des armes nucléaires sur le continent et a exigé que l'Afrique du Sud s'abstienne immédiatement de procéder à toute explosion nucléaire sur le continent africain ou ailleurs,

Notant avec préoccupation que l'Afrique du Sud s'obstine à refuser de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique des accords de garantie généraux et appropriés ayant pour objet d'empêcher que des matériaux nucléaires ne soient détournés de leurs utilisations pacifiques en vue de fabriquer des armes nucléaires et d'autres engins explosifs nucléaires,

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068, p. 283.

¹⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes*, point 105 de l'ordre du jour, document A/5975.